



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS  
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

## QUATRIÈME SECTION

### DÉCISION

Requête n° 6835/10  
Antonio MADARO contre l'Italie  
et 76 autres requêtes  
(voir liste en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (quatrième section), siégeant le 3 septembre 2015 en un comité composé de :

Ledi Bianku, *président*,

Paul Mahoney,

Krzysztof Wojtyczek, *juges*,

et de Karen Reid, *greffière de section*,

Vu les requêtes susmentionnées introduites aux dates indiquées dans le tableau joint en annexe,

Vu les déclarations du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer les requêtes du rôle,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

## FAITS ET PROCÉDURE

La liste des parties requérantes figure en annexe. Elles ont été représentées devant la Cour par M<sup>e</sup> Iadanza, avocat à Naples.

Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M<sup>me</sup> E. Spatafora, et son coagent, M. G. Mauro Pellegrini.

Les requérants se plaignaient de la durée des procédures « Pinto » et du retard dans l'exécution ou bien de la non-exécution de décisions « Pinto ».

Les requêtes avaient été communiquées au Gouvernement.

## EN DROIT

Après l'échec des tentatives de règlement amiable, le 19 mai 2015 le Gouvernement a informé la Cour qu'il envisageait de formuler une déclaration unilatérale afin de résoudre la question soulevée par les requêtes. Il a en outre invité la Cour à rayer celles-ci du rôle en application de l'article 37 de la Convention.

La déclaration était ainsi libellée :

« Le Gouvernement italien, compte tenu de la jurisprudence de la Cour bien établie en la matière (*Gagliano Giorgi c. Italie*, n° 23563/07, 6 mars 2012 ; *Gaglione et autres c. Italie*, nos 45867/07 et autres, 21 décembre 2010), reconnaît que la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou le retard dans le paiement de l'indemnisation « Pinto » ont entraîné la violation des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1 dans les requêtes en annexe.

Le Gouvernement italien, de plus, offre de verser (...) :

- la somme accordée par la décision « Pinto » en question, réévaluée et majorée des intérêts légaux à la date du paiement, dans le cas et dans la mesure où cette somme n'a pas encore été payée ;

- 200 EUR (deux cents euros) – couvrant tout préjudice moral découlant de la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou du retard dans le paiement de la somme Pinto, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requérant ;

- 30 EUR (trente euros) – couvrant l'ensemble des frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requête.

Ces sommes seront payées dans les trois mois suivant la date de la notification de la décision de la Cour rendue conformément à l'article 37 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. A défaut de règlement dans ledit délai, le Gouvernement s'engage à verser, à compter de l'expiration de celui-ci et jusqu'au règlement effectif des sommes en question, un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne, augmenté de trois points de pourcentage. Ce versement vaudra règlement définitif de l'affaire.

Le Gouvernement estime que ces sommes constituent un redressement adéquat de la violation à l'aune de la jurisprudence de la Cour en la matière (*Gaglione et autres c. Italie*, précité).

Le Gouvernement invite respectueusement la Cour à dire qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes et à les rayer du rôle conformément à l'article 37 de la Convention. »

Par une lettre du 3 juin 2015, les parties requérantes ont indiqué qu'elles acceptaient les termes de la déclaration unilatérale. La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 37 de la Convention, à tout moment de la procédure, elle peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances l'amènent à l'une des conclusions énoncées aux alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de cet article. L'article 37 § 1 c) lui permet en particulier de rayer une affaire du rôle si :

« pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête ».

La Cour rappelle aussi que, dans certaines circonstances, il peut être indiqué de rayer une requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) sur la base d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur même si le requérant souhaite que l'examen de l'affaire se poursuive.

À cette fin, la Cour doit examiner de près la déclaration à la lumière des principes que consacre sa jurisprudence, en particulier l'arrêt *Tahsin Acar* (*Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], n° 26307/95, §§ 75-77, CEDH 2003-VI, *WAZA Spółka z o.o. c. Pologne* (déc.), n° 11602/02, 26 juin 2007, et *Sulwińska c. Pologne* (déc.), n° 28953/03, 18 septembre 2007).

La Cour a établi dans un certain nombre d'affaires, dont celles dirigées contre l'Italie, sa pratique en ce qui concerne les griefs tirés, sur le terrain des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1, du retard dans l'exécution des décisions de justice (voir, par exemple, *Bourdov c. Russie*, n° 59498/00, §§ 37-42, CEDH 2002-III ; *Metaxas c. Grèce*, n° 8415/02, §§ 24-31, 27 mai 2004) et, en particulier, des décisions « Pinto » (*Simaldone c. Italie*, n° 22644/03, §§ 48-64, 31 mars 2009 ; *Gaglione et autres c. Italie*, n°s 45867/07 et autres, §§ 32-45, 21 décembre 2010 ; *Belperio et Ciarmoli*, n° 7932/04, §§ 39-49, 21 décembre 2010).

Eu égard à la nature des concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu'au montant de l'indemnisation proposée – qui est conforme aux montants alloués dans des affaires similaires –, la Cour estime qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, et eu égard en particulier à sa jurisprudence claire et abondante à ce sujet, la Cour estime que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles n'exige pas qu'elle poursuive l'examen des requêtes (article 37 § 1 *in fine*).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, les requêtes pourraient être réinscrites au rôle en vertu de l'article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), n° 18369/07, 4 mars 2008).

En conséquence, il convient de rayer les affaires du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

*Décide* de joindre les requêtes ;

*Prend acte* des termes de la déclaration du gouvernement défendeur et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

*Décide* de rayer les requêtes du rôle en application de l'article 37 § 1 c) de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 24 septembre 2015.

Karen Reid  
Greffière

Ledi Bianku  
Président

## ANNEXE

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
1.	6835/10	22/01/2010	<b>Antonio MADARO</b> 06/12/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
2.	6836/10	22/12/2009	<b>Nicola DEMARTINO</b> 28/07/1945 Gragnano	Alfredo IADANZA
3.	6837/10	22/12/2009	<b>Salvatore UNGARO</b> 28/05/1946 Napoli	Alfredo IADANZA
4.	6838/10	12/01/2010	<b>Vincenzo DE PRISCO</b> 08/07/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
5.	6839/10	22/12/2009	<b>Maria GIGLI</b> 25/09/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
6.	6840/10	22/12/2009	<b>Anna FAVALE</b> 19/01/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
7.	6841/10	22/12/2009	<b>Domenico ESPOSITO</b> 24/04/1935 Scafati	Alfredo IADANZA
8.	6842/10	22/01/2010	<b>Francesco Saverio OTTATI</b> 22/12/1922 Nocera Inferiore (SA)	Alfredo IADANZA
9.	6843/10	23/01/2010	<b>Francesco PISACANE</b> 24/08/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
10.	6844/10	22/12/2009	<b>Ermanno CAPOBIANCO</b> 31/05/1949 Napoli	Alfredo IADANZA
11.	6845/10	22/12/2009	<b>Eduardo LOMBARDI</b> 29/01/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
12.	6846/10	22/12/2009	<b>Vincenzo BLOISE</b> 19/06/1935 Qualiano	Alfredo IADANZA
13.	6847/10	22/12/2009	<b>Antonio BRUNO</b> 27/11/1931	Alfredo IADANZA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Napoli	
14.	6848/10	27/01/2010	<b>Anna MASILE</b> 09/10/1933 Napoli	Alfredo IADANZA
15.	6849/10	20/01/2010	<b>Salvatore NICOTERA</b> 20/07/1948 Poligliano D'Arco	Alfredo IADANZA
16.	6850/10	22/12/2009	<b>Leonardo ESPOSITO</b> 20/01/1945 Napoli	Alfredo IADANZA
17.	6851/10	27/01/2010	<b>Maria LUCIGNANO</b> 04/06/1937 San Giorgio a Cremano	Alfredo IADANZA
18.	6852/10	17/01/2010	<b>Michele NAPPO</b> 15/07/1951 Napoli	Alfredo IADANZA
19.	6853/10	29/01/2010	<b>Emilio BEATO</b> 04/03/1932 Napoli	Alfredo IADANZA
20.	6854/10	22/12/2009	<b>Michele LUCIANO</b> 03/09/1934 San Giorgio a Cremano	Alfredo IADANZA
21.	6855/10	22/12/2009	<b>Francesco SCARPA</b> 21/09/1950 Angri	Alfredo IADANZA
22.	6856/10	23/12/2009	<b>Vito D'AMATO</b> 17/12/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
23.	6857/10	22/12/2009	<b>Sabato ESPOSITO</b> 27/11/1934 Angri	Alfredo IADANZA
24.	6858/10	22/01/2010	<b>Vincenzo D'ALLESTRO</b> 01/01/1951 Piedimonte	Alfredo IADANZA
25.	6860/10	23/12/2009	<b>Vito D'AMATO</b> 17/12/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
26.	6861/10	23/12/2009	<b>Gennaro SOZIO</b> 12/10/1959 Villaricca	Alfredo IADANZA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
27.	6862/10	23/01/2010	<b>Piero RICCIARDI</b> 01/04/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
28.	6863/10	23/12/2009	<b>Francesco CAPUOZZO</b> 23/12/2009 Marano di Napoli	Alfredo IADANZA
29.	6864/10	23/12/2009	<b>Giacomo CASANOVA</b> 07/02/1941 Salerno	Alfredo IADANZA
30.	6865/10	23/12/2009	<b>Giuseppe RIA</b> 16/09/1950 Villaricca	Alfredo IADANZA
31.	6866/10	23/12/2009	<b>Clemente VETRELLA</b> 16/11/1940 Macerata	Alfredo IADANZA
32.	6867/10	22/12/2009	<b>Luigi Francesco CAMPA</b> 04/10/1991 Napoli	Alfredo IADANZA
33.	6868/10	22/12/2009	<b>Pasquale DIOMAIUTA</b> 01/01/1947 Aversa	Alfredo IADANZA
34.	6869/10	22/12/2009	<b>Antonino CATALFAMO</b> 03/09/1932 Napoli	Alfredo IADANZA
35.	6870/10	22/12/2009	<b>Giovanni FABRIS</b> 03/09/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
36.	6871/10	22/12/2009	<b>Antonio TRETOLA</b> 25/01/1935 Villaricca	Alfredo IADANZA
37.	6872/10	23/12/2009	<b>Ugo FERRARO</b> 29/05/1931 Portici	Alfredo IADANZA
38.	6873/10	23/12/2009	<b>Romano PICCHIONI</b> 07/12/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
39.	6874/10	22/12/2009	<b>Salvatore GUERRA</b> 23/09/1930 Napoli	Alfredo IADANZA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
40.	6875/10	23/12/2009	<b>Anna Rosina PIROZZI</b> 15/01/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
41.	6876/10	22/12/2009	<b>Ettore BELLO</b> 22/06/1930 Pietraroja	Alfredo IADANZA
42.	6877/10	22/12/2009	<b>Gaetano RAIOLA</b> 27/09/1946 Angri	Alfredo IADANZA
43.	6878/10	22/12/2009	<b>Anna NACCA</b> 30/06/1934 Napoli	Alfredo IADANZA
44.	6879/10	22/12/2009	<b>Pasquale SPOSITO</b> 02/04/1931 Salerno	Alfredo IADANZA
45.	6880/10	22/12/2009	<b>Pietro GENTILE</b> 16/11/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
46.	6881/10	22/12/2009	<b>Vincenzo Ciro FICO</b> 30/07/1950 Pomigliano D'Arco	Alfredo IADANZA
47.	6882/10	23/12/2009	<b>Anna Rosina PIROZZI</b> 15/01/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
48.	6883/10	23/12/2009	<b>Luigi POCAI</b> 10/04/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
49.	6884/10	23/12/2009	<b>Nicola SORGENTE</b> 07/12/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
50.	6885/10	23/12/2009	<b>Paolo PETROLINO</b> 21/01/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
51.	6886/10	22/12/2009	<b>Tammaro CASOLARO</b> 28/08/1947 Grumo Nevano	Alfredo IADANZA
52.	6887/10	23/12/2009	<b>Francesco D'ANIELLO</b> 25/11/1946 Scafati	Alfredo IADANZA
53.	8819/10	22/12/2009	<b>Antonio DE ROSA</b> 21/05/1932	Alfredo IADANZA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Salerno	
54.	8823/10	22/01/2010	<b>Giuseppe TROTTA</b> 01/02/1930 Napoli	Alfredo IADANZA
55.	8839/10	23/01/2010	<b>Antonio SCORZIELLO</b> 18/03/1942 Roccaspide	Alfredo IADANZA
56.	8841/10	23/01/2010	<b>Angelo Domenico SCELZA</b> 16/04/1935 Napoli	Alfredo IADANZA
57.	16382/10	15/02/2010	<b>Giovanni MAMAZZA</b> 09/11/1933 Casoria	Alfredo IADANZA
58.	16383/10	15/02/2010	<b>Giuseppe DI FRANCESCO</b> 15/01/1946 Mondragone	Alfredo IADANZA
59.	16384/10	15/02/2010	<b>Antonio PARMENDOLA</b> 12/04/1949 Muzzana Del Turgnano	Alfredo IADANZA
60.	16385/10	15/02/2010	<b>Antonio CIARDO</b> 14/11/1946 Boscoreale	Alfredo IADANZA
61.	16386/10	15/02/2010	<b>Giovanni GALGANO</b> 05/11/1951 Napoli	Alfredo IADANZA
62.	16387/10	15/02/2010	<b>Argentino VOLPE</b> 28/11/1932 Trentola	Alfredo IADANZA
63.	16388/10	09/02/2010	<b>Luigi LETTERA</b> 10/12/1932 Aversa	Alfredo IADANZA
64.	16389/10	09/02/2010	<b>Gaetano GIONTI</b> 22/04/1945 Marcianise	Alfredo IADANZA
65.	16390/10	12/02/2010	<b>Palmino INGLESE</b> 29/03/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
66.	16391/10	12/02/2010	<b>Giuseppe MANGHISI</b> 06/08/1946 Villaricca	Alfredo IADANZA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
67.	16392/10	12/02/2010	<b>Francesco MOSCA</b> 14/10/1951 Angri	Alfredo IADANZA
68.	16393/10	04/02/2010	<b>Giuseppe LOMBARDO</b> 13/02/1949 S. Antonio Abate	Alfredo IADANZA
69.	16394/10	04/02/2010	<b>Ferdinando MOTTOLA</b> 25/08/1951 Aversa	Alfredo IADANZA
70.	16395/10	04/02/2010	<b>Luigi BRUTTAPASTA</b> 26/04/1951 Melito	Alfredo IADANZA
71.	16396/10	03/02/2010	<b>Giuseppe BOVINO</b> 13/08/1939 Benevento	Alfredo IADANZA
72.	16397/10	03/02/2010	<b>Benigno DE MATTEIS</b> 11/04/1943 Napoli	Alfredo IADANZA
73.	16398/10	03/02/2010	<b>Domenico LONGOBARDI</b> 13/09/1934 Salerno	Alfredo IADANZA
74.	16399/10	03/02/2010	<b>Carmine Rocco CAVUOTI</b> 07/02/1943 Pozzuoli	Alfredo IADANZA
75.	16400/10	03/02/2010	<b>Vincenzo SALZILLO</b> 24/10/1950 Giugliano	Alfredo IADANZA
76.	16401/10	04/02/2010	<b>Francesco PISACANE</b> 24/08/1931 Napoli	Alfredo IADANZA
77.	16402/10	04/02/2010	<b>Giuseppe TROTTA</b> 01/02/1930 Napoli	Alfredo IADANZA